



Ebola : « La coalition de l'inaction »

Face à l'inquiétude qui monte en Europe devant une possible contagion par le virus Ebola, la Ministre de la santé s'est fait photographier à Roissy, où elle a fait mettre en place des contrôles sanitaires pour les passagers en provenance de Guinée. Rien n'est inutile, certes. Mais la mise en scène est d'autant plus outrée qu'elle fait oublier l'inaction généralisée des pays les plus riches, leur « coalition de l'inaction » comme l'a dénoncé au début septembre déjà un membre de Médecins sans frontières.

Il y a encore quelques jours, le Fonds des Nations Unies pour lutter contre Ebola, lancé à la mi-septembre, ne disposait que de 100 000 dollars, contre 100 millions attendus ! Pour la petite histoire, cette somme a d'ailleurs été versée par la Colombie, seul pays à avoir jusque-là honoré ses promesses de don. Tout un symbole de l'indifférence des autres. Et c'est la petite île de Cuba qui est montré en exemple pour avoir envoyé en Afrique de l'Ouest le plus important contingent de personnel soignant, en dépit de ses difficultés économiques et de ses maigres moyens.

Un monde malade du capitalisme

Cela saute aux yeux : la loi du profit maximum et l'égoïsme national sont les facteurs de propagation de l'épidémie. Raisonner pays par pays est absurde. Les fermetures de frontières ne changeront rien de fondamental face à un risque de pandémie. Ce qu'il faudrait d'urgence, ce sont des moyens sérieux de lutte dans les foyers majeurs de l'épidémie, entre autres contre la pauvreté. Ces moyens existent, mais comme il n'y a pas de profits à faire, ils restent dans les placards !

Les États-Unis se sont engagés à verser une aide de 100 millions de dollars ... Formidable ? Mais elle est à comparer au coût total de la guerre en Irak, estimé à 6 000 milliards de dollars. Quant à la France, elle s'est pour le moment retranchée derrière les organisations humanitaires. Les grandes causes et les grands chantiers de notre planète ne sont pas une priorité pour les dirigeants des pays impérialistes. Tout comme la satisfaction des besoins de tous, l'accès de tous à des conditions de vie dignes. Circulez y'a rien à voir, car rien à gagner ! Santé et économie capitaliste ne font bon ménage que tant qu'il y a des profits à espérer.

Tout un monde à changer !

Kobané et l'hypocrisie des grandes puissances

Il a fallu attendre 5 semaines pour que la coalition internationale cesse de regarder l'Etat Islamique l'arme au pied massacrer les kurdes de Kobané en Syrie. 5 semaines aussi pour que le gouvernement turc ouvre ses frontières pour laisser passer les armes aux combattants de Kobané. La Turquie a finalement cédé à la pression de la réprobation internationale et aux manifestations imposantes de sa propre population, et pas seulement des Kurdes. Manifestations d'ailleurs violemment réprimées par le gouvernement d'Ankara car il craint qu'une victoire des Kurdes de Kobané sur l'Etat Islamique entraîne par la suite un mouvement d'émancipation du peuple Kurde.

Depuis les « printemps arabes » de 2011, tous les gouvernants ont une obsession : empêcher les populations de se libérer elles-mêmes du joug politique et social qui les écrase. Quitte à favoriser les forces les plus réactionnaires, promptes à noyer tout frémissement révolutionnaire dans de sanglantes guerres civiles, comme en Libye hier ou en Syrie aujourd'hui.

Il n'y a pourtant à cela aucune fatalité. Les différences culturelles, linguistiques, religieuses ne font pas obstacle à la cohabitation des peuples ; sauf quand elles sont instrumentalisées au profit des dominants ou de ceux qui aspirent à le devenir.

Et lorsque les États riches interviennent (ou non) contre les miliciens barbares de l'EI, c'est en fonction de leurs intérêts, et non par souci du sort des peuples qui se retrouvent pris en étau entre la barbarie islamiste et l'impérialisme.

Contractuels de l'ASP : précarité et gabegie !

Le 14 octobre dernier, des contractuels (CDD) du siège de l'Agence de Services et de Paiement (ASP, ex CNASEA) à Limoges se sont mis en grève pendant trois jours. Le 21, une centaine d'agents de tous statuts se sont rassemblés à l'occasion d'un CTE pour soutenir leurs revendications avec les syndicats FSU et CGT.

Les raisons ? Les gouvernements successifs mettent en avant la suppression d'emplois de fonctionnaires sous prétexte d'économies. Pour faire le travail, la direction de l'ASP embauche donc de plus en plus de CDD mais avec un salaire amputé de 30 % par rapport à un titulaire sur le même poste ! Ce qu'il faut savoir, c'est qu'un employeur tel que l'ASP paie les indemnités chômage des CDD une fois ceux-ci virés et en même temps embauche de nouveaux CDD qu'il faut de nouveau former ! L'économie annoncée au public est en fait un vrai gaspillage et les victimes sont bien les travailleurs dont le statut et les revenus sont de plus en plus précaires.

Il est temps que la peur change de camp !

Legrand, Schneider : y en a marre !

Legrand, une multinationale qui se porte bien. Pourtant, derrière la croissance du chiffre d'affaire et des bénéfices, ce sont les salariés qui trinquent par la croissance de la charge de travail, vu que les effectifs sont en constante diminution, par le biais des départs non remplacés ou de « licenciements négociés ». Bien sûr, la direction met en avant une centaine d'embauches, par le biais de contrats de génération en ...3 ans. Contrats naturellement aidés financièrement par l'Etat, c'est-à-dire le contribuable !

Pas mieux chez Schneider, qui se restructure nationalement, et où une trentaine de postes sont en passe d'être supprimés à Limoges. Pourtant, les salariés se trouvent contraints d'effectuer des heures supplémentaires, pour pallier à la charge de travail.

Oui, nous vivons dans un monde de fous !

CICE : l'arnaque !

40,6 millions d'euros ont été distribués en Limousin, au titre du Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi en 2013 aux entreprises. C'est la direction régionale des finances publiques (DRFIP) qui gère le dispositif. Le CICE est déduit de l'impôt sur les

sociétés, à hauteur de 4 % de la masse salariale de l'entreprise, en 2013 (6 % en 2014).

Censé favoriser l'emploi, le CICE comme on pouvait s'en douter, n'a fait que gonfler la trésorerie des entreprises, car d'emploi, le Limousin n'en a guère vu la couleur. Partout, métallurgie, bâtiment et services, c'est la cohorte de suppressions d'emplois tant en intérim, qu'en CDD ou CDI. 40,6 millions d'euro, c'est plus de 1300 emplois !

Où est l'arnaque ?

Madrangé, Altia : aux actionnaires les sous, aux salariés les licenciements !

Ces deux entreprises, comme bien d'autres en Limousin, ont touché plus d'un demi-million d'euros au titre du Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE) en 2013. Ce cadeau du gouvernement Hollande au Medef, censé développer l'emploi, est pris dans nos poches !

A Madrangé, deux lignes de désossage sont supprimées. Une bonne partie des sous-traitants qui y travaillent pour beaucoup depuis plus de quinze ans ont perdu leur emploi, sans grand espoir de reclassement. Comme tous les salariés, ils ont transpiré à la tâche pour produire la richesse de l'entreprise et n'ont que la porte à prendre pour tout remerciement ! Et cela, uniquement parce que la direction de Madrangé veut gagner plus en faisant venir le jambon désossé d'ailleurs !

A Altia, les travailleurs de Bessines et de La Souterraine sont toujours dans le brouillard concernant le devenir de leurs emplois. Mais leurs actionnaires n'ont pas craché sur le demi-million d'euros.

Il est grand temps que la colère s'exprime au grand jour !

Polyclinique : passe l'oseille

Toujours au titre du CICE, la polyclinique de Limoges (Chénieux-Colombier-Emailleurs) a touché un million d'euros. Pour la direction, qui s'exprime dans la presse régionale, c'est « un bol d'air » qui a permis la fusion sans « supprimer l'emploi ». Pourtant, elle tenait le même langage (pas de suppression d'emploi) avant la fusion, donc avant que le CICE n'existe. Donc, ce qu'a permis le CICE, c'est que les actionnaires de la polyclinique déboursent moins dans cette fusion ! C'est toujours ça de gagné pour eux !

Car en terme d'emploi, des CDD et des intérimaires ont été remerciés et des emplois d'Agents de Services Hospitaliers sont supprimés.

Porte paroles du Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) : Olivier Besancenot, Christine Poupin et Philippe Poutou.
contact mail : npa87@npalimousin.org - site www.npa2009.org - Limoges, le 21/10/2014